

LA REBELLE

LE JOURNAL DE LIAISON DE LA CRISE

EDITO

QUEL JOUR D'APRES ?

Camarades,
Nous sommes engagé.e.s et mobilisé.e.s dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19.
Cette crise sanitaire est devenue notre quotidien. Les annonces faites par le gouvernement concernant cette prime inégalitaire à taux variable et la reconnaissance automatique en maladie professionnelle uniquement des soignants ont de quoi nous mettre en colère. Les autres travailleurs qui assurent également un travail essentiel vaudraient-ils moins ? A l'hôpital, soignant ou non, nous ne formons qu'un.
L'ensemble de la « chaîne de gouvernance », du gouvernement aux directions-patrons en passant par les ARS, passent leur temps actuellement à nous louer en héros. Ce n'est que de l'hypocrisie pour nous faire oublier les causes de nos mobilisations passées, nous envoyer au front, comme de la chair à travail, sans protections.
Ne nous trompons pas, le temps des gaz lacrymogènes sur des manifestants hospitaliers n'est pas révolu, comme l'attestent ces menaces et sanctions de collègues qui ont « osé » demander des masques ou rompre les omerta.
Pour celle qui est au chevet des malades, pour celui qui fait le ménage, pour celle qui pousse le brancard, celui qui fait la cuisine, celle qui répare, etc., la reconnaissance et le respect ne pourront être imposés qu'ensemble, collectivement.
Le principal rédacteur de la Charte d'Amiens, texte fondateur de la CGT, Emile Pouget, avait raison quand il disait que notre classe, celle qui produit tout, celle qui est essentielle, n'a rien à attendre « des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle », qu'elle ne devait faire confiance qu'aux « propres conditions de lutte » qu'elle pouvait créer et qu'elle devait « puiser en soi ses moyens d'actions ». En d'autres termes : ayons confiance en nous et qu'en nous-même. Les chantages de la classe capitaliste nous martèlent à tue-tête que notre classe n'est rien (sauf quand ça les arrange). Mais la réalité est tout autre : nous sommes tout. En avoir conscience est la condition première pour mener les luttes victorieuses qui viennent.

Les militants CGT



Rompre l'illusion pour combattre la casse

Dans la lignée des annonces concernant l'hôpital public faites par Emmanuel Macron fin mars, le ministre de la Santé a déclaré, suite au limogeage du directeur de l'ARS Grand Est qu'il fallait « *réinterroger en profondeur nos réflexes et nos manières de penser en matière de gestion hospitalière, pour préparer un grand plan d'investissement de notre système de santé* ».
Pourtant, malgré les promesses présidentielles, les hôpitaux n'ont pas reçu d'aides financières de l'Etat. Tout d'abord, les économies budgétaires n'ont été annulées nulle part : il n'y a pas eu de projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) rectificatif. Ensuite, les recettes fondent avec la déprogrammation d'une grande partie des activités, et sachant qu'avec la T2A, le budget est calculé en fonction des actes, le manque à gagner est colossal. En même temps, rien ne compense les

investissements faits pour faire face au Covid (achat de matériel de protection, de médicaments de réanimations, recrutement de personnel contractuel...). Et les hôpitaux doivent continuer à rembourser les emprunts, et les loyers lorsqu'ils sont engagés dans des PPP, comme l'est l'HNFC.
Alors certains craignent que les fermetures provisoires de services (ou les polyvalences imposées) servent de ballons d'essai pour continuer la casse. A Douai, dans le Nord, la direction est toujours dans la perspective d'un contrat de retour à l'équilibre financier. A Blanc, dans l'Indre, le bloc opératoire est menacé de fermeture. Au Vénatier, à Lyon, une centaine de soignants ont manifesté pour dénoncer des fermetures de lits...de quoi obscurcir toute éclairci pouvant venir d'un gouvernement qui a débloqué sans sourciller 100M d'euros pour les grandes entreprises.

DANS CE NUMÉRO

LEUR SOLIDARITE
ET LA NOTRE

VOIX LIBRES

LES ACTIONS DE LA
CGT

Le confinement, facteur aggravant de la pauvreté

Les conséquences du confinement ne se font pas sentir pour tous de la même manière et dans les familles populaires elles se font lourdement sentir.

Il y a bien sûr les pertes de revenus liées au chômage partiel ou à la perte de leur boulot pour nombre d'intérimaires. Il y a les frais supplémentaires, conséquences de la fermeture des écoles et des restaurations collectives. Il y a la taille du caddie qui a augmenté et les prix des denrées alimentaires qui se sont envolés (+ 31% pour les fruits et légumes).

Les témoignages s'accumulent de familles qui ne parviennent plus à se nourrir correctement faute d'argent.

Le gouvernement se targue d'aider les plus démunis et, Macron l'a annoncé lors de son allocution du 13 avril, une aide sera versée aux « foyers les plus démunis », mais le fait est que les files s'allongent devant les Restos du Cœur ou le Secours Populaire.

Une aide exceptionnelle de 150€ sera versée aux bénéficiaires du RSA, et 100€ supplémentaires par enfants pour les familles. Cette aide ne sera versée que le 15 mai ! 900 millions à 1 milliard d'euros ainsi répartis entre les 4 millions de foyers les plus pauvres, d'après le directeur national de la CAF.

Une goutte d'eau qui n'offrira même pas un bol d'air à même de compenser les pertes de revenus et les surplus de dépenses. Pendant le même temps, le gouvernement a annoncé passer de 45 à 100 milliards l'aide d'urgence aux entreprises ! Face à l'épidémie, il y a 2 camps et le gouvernement se situe clairement dans celui des puissants et abandonne complètement les plus faibles d'entre nous.

Le confinement, s'il est nécessaire face à l'épidémie, plonge des millions de familles populaires dans des difficultés matérielles, financières et psychologiques, et contribue à creuser les inégalités.

Enfin, ils arrivent : Les tests sur l'irresponsabilité et l'égoïsme



Leur classe capitaliste, leur moral, leurs valeurs.



Solidarité, entraide, liberté : nos valeurs.



« Pandemic bonds » ou le pari sur la mort des populations

La crise du coronavirus est une occasion de plus de voir les pratiques, l'inventivité et le cynisme de la finance.

Après l'épidémie d'Ebola de 2014 qui a fait 11 000 victimes, la Banque Mondiale a créé les « pandemic bonds » en 2017.

Le principe est simple : la Banque Mondiale émet des obligations sur les marchés financiers qui sont achetés par des spéculateurs. Elle constitue avec la somme d'argent un fond d'urgence, envoyé aux pays les plus pauvres, en cas de pandémie.

Durant la durée de vie de ces obligations, les spéculateurs reçoivent des intérêts annuels exorbitants de 7 ou 12 %, selon la classe de risque à laquelle ils ont souscrit.

Option 1 : si aucune épidémie (définie selon un ensemble de critères très stricts, comme le nombre de morts et la vitesse de propagation, limitant grandement les risques) ne se produit d'ici la date du 15 juillet prochain, les spéculateurs récupèrent leur mise de départ plus les intérêts.

Option 2 : si une maladie prévue dans le contrat apparaît, les spéculateurs perdent leur capital, qui sera transféré aux pays affectés, via une entité de la Banque Mondiale.

Les spéculateurs se frottaient les mains, jusqu'à l'apparition du coronavirus...Car en toute logique, les 320 millions de dollars collectés devaient être affectés à la lutte contre le virus. Mais les détails et les conditions d'utilisation des sommes ont été définis de telle façon qu'il est particulièrement difficile de réunir les conditions.

Finalement, seuls les détenteurs des obligations les « plus risquées » et une infime partie des détenteurs de la tranche la « moins risquée » ont perdu, partie ou totalité, du capital investi. Et les montants versés, faibles compte tenu des besoins, n'arriveront que bien trop tard pour les pays touchés. Avec ces « pandemic bonds », ce sont bien les intérêts des spéculateurs qui sont servis en premier.

Il est clair que la pandémie fait ressortir le besoin vital pour les populations de penser les crises internationalement en mettant en avant la coopération et la solidarité, pas la spéculation. Mais le capitalisme nous enferme toujours dans sa logique de recherche de profits. Et que cette recherche se fasse en pariant sur la vie des populations n'a rien d'étonnant pour cette économie où « l'argent n'a pas d'odeur ».

VOIX LIBRES : NOS LECTEURS.RICES ECRIVENT

Devenir infirmier.e de réa ne s’invente pas et demande du temps

Le plan blanc du Covid a amené beaucoup d’entre nous à venir en renfort en réanimation, que cela soit en aide ou même pour prendre en charge de manière autonome des patients. Notre formation accélérée a été faite sur le tas, en quelques heures, par nos collègues du service. La réa, c’est vraiment spécifique avec tous les soins techniques, les surveillances de coma induit, l’administration de médicaments à haut risques, les pansements de cathéter centraux, les aspirations endotrachéale... Tous ces actes sont stressants, de par la vigilance qu’ils requièrent, cette angoisse donne chaud, et encore plus sous le « starter pack protection Covid » à savoir la combinaison (quand il y en a), les lunettes, la charlotte, les gants et le saint masque FFP2 à utiliser avec parcimonie tant il est rare.

La vraie difficulté en réa, c’est de « comprendre » les patients, quand ils ne tolèrent pas le respirateur, quand la tension artérielle et la fréquence cardiaque jouent aux montagnes russes, et que les scopes sonnent de toutes leurs alarmes, puis de savoir comment réagir. Nous n’avons pas les connaissances et les compétences pour réagir aux états d’instabilité de nos patients, la température monte encore. Mais la vraie difficulté en réa Covid, c’est qu’on est face à une menace nouvelle, et qu’on a du mal à comprendre les patients, et donc à savoir comment les soigner. On avance dans le brouillard, va-t-on sauver ces patients ? A quel point nous mettons nous en danger en venant travailler ? Il fait encore un peu plus chaud. Nous sommes tiraillés entre notre envie de servir,

et notre culpabilité de nous sentir démunis et impuissants quand nos patients vont mal. Finalement, ce n’est pas le terrible Covid qui nous donne de la fièvre, mais seulement la manière de la combattre. Heureusement, nous avons trouvé des bouffées d’air frais, dans la bienveillance et l’aide de nos nouveaux collègues, dans l’écoute et la reconnaissance de cette cadre, dans l’abondance de générosité des restaurateurs et producteurs locaux qui remplissent les salles de pauses de choses à manger, dans les messages de soutien accrochés aux murs et écrits par les enfants, et enfin, dans cette poignée de main, sincère et riche en émotions, échanger avec ce.tte patient.e qui va mieux.

Redémarrer l’usine, « un coup de poignard dans le dos » des travailleurs de la Santé

L’intérêt général voudrait que pour la santé les moyens ne soient pas limités mais pour les profits du patronat et des actionnaires tous les gouvernements les ont réduits depuis des années. Face à l’Etat patron dans les services publics et aux exploiters du privé, nos intérêts de travailleurs sont communs. Révolté par votre situation, et pas seulement depuis la crise du Covid-19, je tiens tout d’abord à vous faire part de ma solidarité de travailleur et de militant ouvrier. A l’usine, je fais partie de ceux qui militent pour s’opposer au patron qui, pour redémarrer l’usine, voudrait nous faire porter les masques qui vous manquent. En défendant l’idée qu’accepter cela ce serait vous mettre un coup de poignard dans le dos, beaucoup d’ouvriers trouvent normal que la priorité soit d’avoir les moyens de sauver des vies dans les hôpitaux et sans que ceux qui soignent risquent la leur. Il n’y a pas encore de remède contre le Covid-19, mais il n’y a que nous les travailleurs qui saurons éradiquer les maux dus à l’organisation capitaliste de cette société !

Un militant ouvrier de PSA Sochaux

La direction de PSA est prête à distribuer 600 000 masques par semaine, dans ses usines en France, pour nous faire produire des voitures. Pour eux, le profit n'attend pas !

Pour nous les salariés, ce sont les soignants qui doivent les avoir. Ils sauvent des vies. C'est mille fois plus précieux que les profits de la famille Peugeot.

Post Fb CGT PSA Mulhouse : incompatibilité entre intérêt général et intérêts du grand patronat

CHSLD Le Chênois : la protection et le bien-être de nos résidents ne tiennent qu’à nous

Nous nous posons beaucoup de questions pour les protections. On en a, mais c’est minime. On s’organise avec ce que l’on a et nous recevons beaucoup de matériel de nos proches, comme les visières. Nous n’avons quasiment pas de masques FFP2, ils se comptent sur les doigts de la main donc nous ne les utilisons pas. Et pour les masques chirurgicaux, c’est calculé : 2 masques par soignant et par poste. Nous avons revu notre façon de faire nos tours pour les soins : on commence par les résidents qui sont suspects, qui ont le moins de symptômes et on va vers les cas avérés. On s’équipe au complet, avec des sur-blouses et des tabliers. Alors on ne change que le tablier en changeant de chambre pour ne pas utiliser trop de

matériel...et nous commençons déjà à anticiper des tenues « sacs poubelles ». Les sur-blouses, c’est ce qui nous manque le plus. On est tombé dénués quand on nous a expliqué que le port de surblouses n’était pas obligatoire dans les chambres de résidents suspects ou avérés du moment que nous avions un tablier et que nous faisons un bon lavage de mains et des avant-bras...puis ces préconisations ont changé, suite à un arrivage en faible quantité, pour devenir, port des surblouses obligatoires. Bref, les préconisations changent tout le temps... Nous faisons tout pour respecter au mieux les règles d’hygiène et de protéger nos résidents : notre plus grande crainte c’est de les

contaminer. Mais tout est contradictoire, car si au début nous ne devions pas remplacer dans les différents services, ce qui était logique pour éviter toute propagation, les remplacements inter services ont été remis en place tellement nous sommes en manque de personnel. Et du personnel, il y en a besoin, déjà en temps normal, mais encore plus aujourd’hui pour s’occuper de tous nos résidents comme on aimerait, sans chambouler tout leur quotidien. Car même dans cette crise, nous devons prendre en compte le bien-être de nos résidents. On dirait que du moment qu’ils sont positifs, ils ne sont que des virus et sont déshumanisés. Mais il faut prendre en compte leur besoin, c’est important pour nous, nous sommes attachés à eux.

INFIRMIER.E LIBERAL.E EN MILIEU RURAL : ENTRE SOLIDARITE ET DEBROUILLE

C’est la disette en ce qui concerne le matériel de protection. L’essentiel que nous avons est le fruit de la solidarité. Nous sommes soutenues par des mairies et certains services publics de nos communes respectives qui ont retrouvé et partagé des masques chirurgicaux, FFP2, charlottes, lunettes et quelques sur-blouses. Nos patients ont également eu la gentillesse de nous céder leurs masques.

La pharmacie avec laquelle nous travaillons habituellement nous délivre toutes les semaines un peu moins d’une vingtaine de masques (quelques FFP2, quand il y en a, et des chirurgicaux). Et l’ARS distribue de manière ponctuelle des masques, mais il peut être très compliqué de s’y rendre, surtout quand nos lieux d’exercice sont à l’autre bout du département.

La charge mentale est très lourde, car nous faisons beaucoup plus d’éducation à la santé et nous répétons toujours les mêmes consignes en espérant qu’elles soient respectées. Nous avons toujours en tête que nous pouvons être contagieux et nos patients également.

Pour éviter toute contamination, nous réduisons le nombre de passages que nous faisons chez nos patients et avons une vigilance accrue sur l’hygiène (masques, gants et solution hydro-alcoolique).

Justement, en ce qui concerne les solutions hydro-alcooliques, la pénurie est réelle pour tout le monde. Heureusement que certaines petites entreprises se sont d’elle-même converties pour en produire...car il est difficile de s’en procurer mais ça suffit tout juste. Aujourd’hui se pose surtout le problème des gants, cela est très inquiétant car les sites médicaux sur Internet, où nous avons l’habitude de passer nos commandes, n’en ont plus et certains les vendent à prix d’or (34.90 € la boîte de 100).

Nous avons peur en rentrant chez nous de ramener le virus et contaminer nos familles, alors certains s’isolent, d’autres réorganisent leur logement pour par exemple faire un sas, laver directement les vêtements utilisés lors des tournées...en espérant que la machine à laver ne lâchera pas !

Les actions des militant.e.s de la CGT

Depuis le dernier numéro, Les militants de la CGT sont mobilisés dans leurs services et dans leur activité syndicale.

Par mesure de prévention de toute contagion au sein de l’hôpital, nous n’avons pas fait physiquement le tour des services ces dernières semaines. Changement de méthode : nous avons commencé un tour téléphonique des services qui se poursuivra tant que cela sera nécessaire.

Nous vous avons informé, dans le précédent numéro, du soutien que nous avons apporté à nos collègues aide-soignant.e.s de gériatrie 1. Ils avaient écrit un courrier à la direction, car la prime « grand-âge » leur était refusée jusque-là. Ils ont finalement eu gain de cause. Prendre nos affaires en main, la seule voie pour obtenir satisfaction.

Nous avons écrit et diffusé par courrier interne le tract « Une prime qui ne nous fera pas taire ». Nous en profitons pour rappeler notre positionnement : nous nous sommes battus, nous nous battons et nous nous battons pour une revalorisation de TOUS les salaires : voilà la seule vraie reconnaissance.

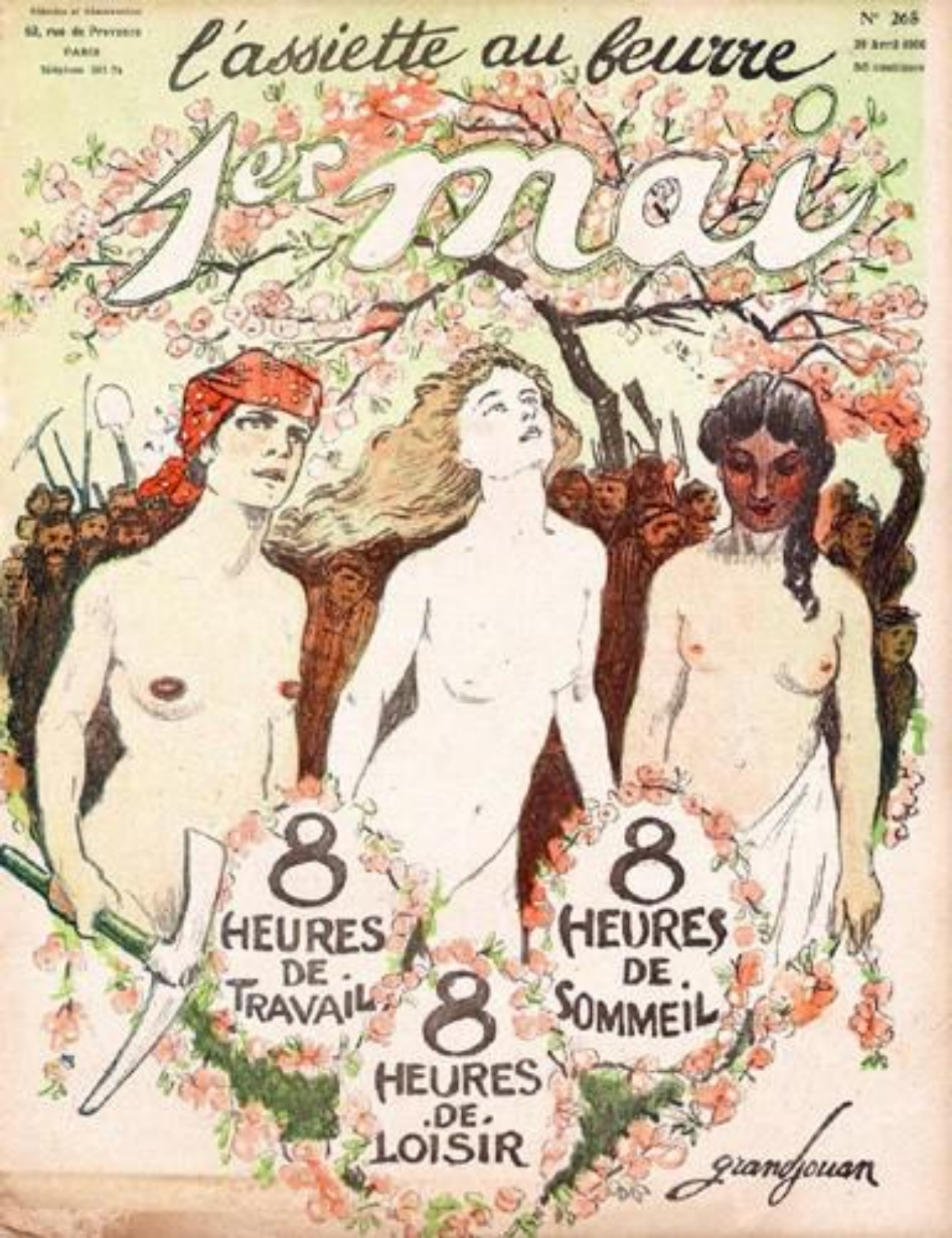
Nous avons réalisé l’affiche « Droits, devoirs et démarches en cas d’exposition au Covid-19 ». Depuis sa réalisation, le ministre de la Santé a annoncé que la reconnaissance en maladie professionnelle en cas de contamination ne sera automatique que pour les « soignants ». Cette situation est intolérable. L’ensemble de nos collègues sont en première ligne. Cette reconnaissance doit être accordée à tous.tes les travailleurs.euses, quel que soit leur métier, et quel que soit le secteur d’activité.

A notre camarade et collègue

Notre camarade et collègue, le Dr Eric Loupiac, médecin urgentiste, syndiqué CGT et délégué AMUF à Lons-le-Saunier, est décédé le jeudi 23 avril des suites du Covid-19.

Un article lui sera consacré dans le prochain numéro.

L’ensemble des syndiqué.e.s de la CGT HNFC s’associent d’ores et déjà pour présenter leurs condoléances les plus sincères à sa famille et ses proches.



Affiche pour le 1^{er} mai 1906 (sortie un 28 avril, comme « La Rebelle »). Réalisée par le peintre Jules Granjouan, dans un style Art nouveau, elle s’ancre dans la campagne de la CGT pour la journée des 8 heures. Au premier plan, les trois ouvrières-Parques symbolisent de gauche à droite : le travail, l’insouciance propre au loisir et le repos. La chevelure du loisir se confond avec les manifestants en arrière-plan. Ils portent leurs instruments de travail et des fusils crose en l’air : une allégorie de la Révolution. C’est une manière de lier la lutte revendicative avec le but à atteindre : le pain et les roses !

NOUS CONTACTER,

cgt@hnfc.fr

Fb : CGT Hôpital Nord Franche Comté
03 84 98 35 06 – poste 83506